

Paris, le 25 novembre 2009

LETTRE OUVERTE

À

Monsieur Jean-François COPÉ
Député de Seine-et-Marne
Assemblée Nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Parlant le 19 novembre aux participants au grand dîner de *France-Israël*, vous avez déclaré en substance qu'Israël devrait partager Jérusalem pour avoir la paix. Des murmures ont suivi vos propos et ce sont des applaudissements qui ont salué ceux du général Moshé Yaalon, vice-ministre de l'État d'Israël, quand, après votre départ, il a réaffirmé la position de son gouvernement : « *Jérusalem ne sera jamais partagée* ».

Vous avez ainsi cru devoir reprendre sur Jérusalem les propos que, le 23 juin 2008, le Président de la République avait prononcés à la face des membres de la Knesset. Comme lui, en contradiction irréductible avec les amitiés proclamées, vous avez cru pouvoir heurter frontalement les aspirations millénaires du peuple juif. Jamais ni lui ni vous ne l'auriez fait sans les revendications de fraîche date lancées par le monde arabo-musulman sur Jérusalem depuis que la ville réunifiée est sous souveraineté juive.

Les Juifs comme les non-Juifs doivent savoir que, si Israël cède sur Jérusalem, ce sont tous les Juifs, dans le monde entier, qui entreront de nouveau dans des temps d'humiliation. De leur côté, les ennemis d'Israël savent que, pour le peuple d'Israël, l'unité de Jérusalem est le socle de son unité politique. Ils visent donc à la briser avant de briser l'État. Ce fait à lui seul aurait dû vous inciter à ne pas faire écho aux assauts des despotes arabo-musulmans.

Un évêque aujourd'hui disparu avec lequel j'entretenais des relations d'amitié me disait que pour la plupart de ses collègues, surtout au Vatican, l'existence d'un État juif était théologiquement insupportable et, encore plus insupportable, la souveraineté juive sur Jérusalem. Vous semblez négliger le poids de la théologie dans l'histoire que nous vivons et son rôle inavoué dans la politique que le Quai d'Orsay impose depuis des décennies à nos gouvernants. Objectivement, notre temps est témoin d'une alliance – ou au moins d'une convergence - entre croisade d'un autre âge et djihad contemporain. Une raison de plus pour nous tous d'agir pour que la France retrouve une politique étrangère conforme à sa tradition laïque et républicaine.

Je vous assure, Monsieur le Ministre, de ma considération, en espérant que vous trouverez le moyen de la rétablir inentamée.

Signé : M Darmon